

La CEI n'a jamais proclamé les résultats provisoires. Voici pourquoi.



Le 1er janvier 2011, sur les ondes de Radio France International (Rfi), Youssouf Bakayoko nous a situés sur ses "*résultats provisoires/définitifs*" proclamés dans le QG d'Alassane Ouattara, président du Rassemblement Des Républicains (RDR) et de la République du Golf Hôtel, reconnu par certains pays occidentaux dont la France, leurs affidés africains et la « *Communauté Internationale* ».

Cette sortie nous a permis de comprendre que

la Commission électorale indépendante (CEI) n'a jamais proclamé les résultats provisoires

à l'issue du second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 en Côte d'Ivoire.

Après cette sortie du président de la CEI, le débat sur la validité des

"résultats proclamés par la CEI"

devient oiseux. C'est dire si pour nous, en tout cas, le président de la Côte d'Ivoire est Laurent Gbagbo,

n'en déplaise aux médias occidentaux et intellectuels à la solde du capitalisme marchand et du néolibéralisme qui ne se rendent pas compte du ridicule dans lequel ils s'installent en ressassant complaisamment et quotidiennement, après la fin du processus électoral marquée par la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel de l'Etat souverain de Côte d'Ivoire, des expressions vides de sens telles que « *président sortant* », « *président reconnu par la communauté internationale* » .

A lire et à écouter ces médias partisans de la recolonisation de l'Afrique, qui jouent le rôle de médias « *Mille Collines* », les **Patriotes africains, conscients des jeux et enjeux**, ont envie de leur poser des questions suivantes : Quand parle-t-on de président sortant au cours d'un

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrivain Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

processus électoral ? Que signifie cet autre machin dénommé

« *communauté internationale* »

? La soi-disant communauté internationale s'est-elle substituée aux institutions ivoiriennes ?

Cette

« *communauté internationale* »

est-elle la Constitution de la Côte d'Ivoire ou de tous les Etats de la planète ? Que signifie

« *président reconnu par la communauté internationale* »

? Pourquoi ne pas faire d'Alassane Ouattara le président de la

« *communauté internationale* »,

en prenant soin d'indiquer aux citoyens du monde le territoire associé à cette nouvelle entité ?

Où était cette

« *communauté internationale* »

au Cameroun où les populations ont été victimes des atrocités de l'armée française (au moins 120 000 morts), en Irak (au moins 100 000 morts, au Rwanda (au moins 2 000 000 de morts), en République démocratique du Congo (au moins 1 000 000 de morts) ? etc.

Il est temps que tous les citoyens africains et du monde honnêtes cessent de jouer le jeu des puissances néocolonistes qui veulent faire main basse sur les ressources naturelles de la Côte d'Ivoire, du continent africain, qu'ils se débarrassent de leurs œillères, lisent et relisent, écoutent et réécoutent attentivement l'interview de Youssouf Bakayoko et le prennent au mot pour comprendre pourquoi nous disons que la CEI n'a jamais proclamé les résultats provisoires, faute de consensus. Les **"résultats provisoires (définitifs) proclamés"** à l'hôtel du Golf (lieu des institutions de la République du Golf) sur lesquels spéculent Patriotes africains et citoyens du monde sont ceux de Bakayoko, de l'Onuci et non ceux de la CEI.

Explications

1- Dans cette interview, Youssouf Bakayoko est tellement précautionneux et surtout amnésique alors que la journaliste lui pose des questions qui nécessitent des réponses précises.

Youssouf Bakayoko: Notre institution, notre maison a été envahie par **les personnes en tenues** . **Je ne sais de**

quel camp ils appartenaien

t. Et

je ne sais pas

qui leur avait demandé de venir. Je ne sais pas d'où ils venaient [...]

Ghislaine Dupont : Qui les a mis dehors?

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

Youssouf Bakayoko : Ceux qui sont venus.[...]

Ghislaine Dupont : Les Forces de sécurité ?

Youssouf Bakayoko : Les forces de sécurité sont venus, ils les ont mis dehors, nous a-t-on dit. [...]

Ghislaine Dupont : Donc vous vous apprêtez à proclamer les résultats. Est-ce que vous avez des menaces pour ne pas proclamer les résultats

Youssouf Bakayoko : Je savais que je devais proclamer les résultats le lendemain. Bien entendu, je voulais bien venir à la CEI pour procéder à cette proclamation. Mais quand j'ai vu qu'autour de la CEI, il y avait encore

ces gardes, ce corps habillé

dont je viens de parler, je me suis dit que la sécurité n'était pas encore tout à fait au point et qu'il ne fallait pas prendre le risque de venir là. Donc qu'est ce j'ai fait,

j'ai demandé

quel est l'endroit le plus sécurisé,

on

m'a dit dans le Golf (là où il y a des) forces impartiales

Remarques 1: Notons à ce niveau que Bakayoko ne dit pas qu'il a été l'objet de menace, mais justifie son attitude par la présence de **"ces gardes, ce corps habillé"**, donc par la peur. Peut-être

"ce corps habillé"

était là pour le protéger. Il ne précise pas non plus où étaient les autres membres de la CEI et pourquoi il est allé seul au Golf. La journaliste ne cherche même pas à savoir. De plus, il ne dit pas à qui il a demandé le lieu le plus sécurité de la ville. Aujourd'hui nous savons qu'il a été conduit à l'hôtel du Golf par l'ambassadeur de France et que par la suite, il a été exfiltré pour être logé dans un hôtel à Paris aux frais de la France. En outre, savons-nous de nos jours (1) qu'

au moins 10% des documents électoraux

n'ont pas été signés par les représentants du président Laurent Gbagbo en zone rebelle (*dixit Choi*)

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

), (2) que le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu, Choi a subi des pressions de la part du camp Ouattara, qui voulait que soient annoncés au plus tôt les résultats de la CEI (*dixit Choi*)

), (3) que Choi a fauté en certifiant

"les résultats de la CEI"

alors qu'il devait certifier le processus.

2- C'est ici que Bakayoko confirme qu'il n'y a pas eu de consensus.

Ghislaine Dupont : Qu'est ce qui s'est passé justement au niveau des représentants du président sortant Laurent Gbagbo ? Est-ce qu'il y a eu de l'obstruction pendant ces deux journées ?

Youssouf Bakayoko : Il se trouve que dans certaines régions, notamment des régions dont l'invalidation a été demandée par le candidat Gbagbo Laurent, **certains membres de la Commission ont demandé qu'il y ait un débat sur cette question.** En ce moment-là la commission a décidé que cela ne relevait pas de sa compétence.

Ghislaine Dupont : Est-ce qu'en ce moment-là il y a eu une menace de la part de ceux qui représentaient le candidat Gbagbo ?

Youssouf Bakayoko : Oui, certains ont exprimé le souhait que cette question-là soit examinée. Les membres de la Commission ont dit que nous pouvons prendre note de cette demande, mais que **nous devons la transmettre à l'autorité qui a mandat pour l'examiner** . **Bien entendu ceux qui ont demandé ont continué de demande** r.[...]

Remarques 2: La vérité est dite: **"Bien entendu ceux qui ont demandé ont continué de demander"** . En clair, **il n'y a pas eu de consensus.** Et faute de consensus, pas de résultats, conformément au mode de prise de décision adopté au sein de la CEI. Que signifie consensus dans une négociation?

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

Il suppose que les décisions sont prises au sein d'un groupe (ici la CEI), sans objection majeure de l'un des membres. Or, Bakayoko nous dit bien que les autres membres de la commission **"ont continué de demander"**

, autrement dit que les divergences étaient profondes et qu'ils ne se sont pas entendus sur les résultats provisoires. Ici, il reste logique avec lui-même puisque le mercredi, 1er décembre 2010 à 23 heures (heure d'Abidjan), c'est-à-dire à 1 heure de la forclusion, il était passé à la RTI pour dire qu'il n'y avait pas de consensus autour des résultats. Nous savons qu'Alassane Ouattara a fait parvenir à Youssouf Bakayoko une lettre lui rappelant les délais. Et jusqu'à 24 heures, le consensus n'était pas trouvé. Compte tenu de ces divergences profondes entre les membres, il était impossible que le délai de 03 jours pour proclamer les résultats soit respecté. Si le consensus est, aux yeux de ceux qui sont habitués aux négociations, une méthode plaisante et parfois préférée dans la recherche d'une solution à un problème, il est clair que cette méthode consomme beaucoup de temps

(time consuming)

quand les différentes parties n'arrivent pas à se mettre d'accord. Bakayoko ne dit-il pas aussi que

:"Je savais que je devais proclamer les résultats le lendemain"

, c'est-à-dire

HORS DELAI

. Donc, au bout du compte, dans le cas de la Côte d'Ivoire, on devait - fatalement pour Ouattara - recourir au Conseil constitutionnel. Le camp de Ouattara et Choi étaient conscients de cette pilule difficile à avaler.

En outre, Bakayoko dans cette interview reconnaît que la CEI n'est pas habilitée à statuer sur les résultats, qu'elle n'est pas juge des élections. Les résultats et les points de divergence devaient être transmis **"à l'autorité qui a mandat pour l'examiner"**, précise-t-il. D'où vient-il aujourd'hui que les médias occidentaux et quelques fondés de pouvoirs, des potiches placés à la tête de certains Etats africains nous disent que Ouattara est vainqueur tout se fondant sur les résultats provisoires de Bakayoko et de l'Onuci? Après avoir écouté Youssouf Bakayoko sur les ondes de Rfi, les sourds n'ont-ils pas compris qu'au sein de la CEI, il n'y avait pas eu de consensus?

3- Bakayoko veut nous faire prendre des vessies crevées pour des lanternes.

Ghislaine Dupont : Pourquoi choisir l'endroit où se trouve le quartier général d'un des candidats, Alassane Ouattara ?

Youssouf Bakayoko : Écoutez, moi je ne suis pas la suite. Moi, **je ne savais pas qu'il**

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

habitait là.

Ghislaine Dupont : Mais, tout le monde le savait quand même, mais pourquoi vous ne le savez pas ?

Youssouf Bakayoko : Mais, parce que **je n'ai pas à savoir ce que tout le monde sait parfois.** [...]

Ghislaine Dupont : Vous êtes critiqué pour ça aujourd'hui.

Youssouf Bakayoko : Je suis critiqué. Je ne suis pas allé parler sous l'emprise de monsieur Ouattara. Et monsieur Guillaume Soro ne m'a pas demandé de venir. D'abord, comme je l'ai dit, **nous sommes une Commission électorale indépendante.** Donc, j'ai à proclamer les résultats.

Personne ne nous dit que vous n'avez pas le droit de proclamer les résultats à tel ou tel endroit.

C'est par **commodité.**

Parce que les conditions de sécurité étaient tout à fait réunies. Il me paraît mieux indiqué d'aller où je suis allé.

Remarques 3: Les réponses de Bakayoko sont-elles celles d'un responsable sur qui repose le destin d'un pays? Ne fait-il pas seulement semblant? C'est par commodité et parce que l'hôtel du gofl où se trouvaient les forces *"impartiales"* était le lieu le plus sécurisé. Soit. De plus *"Personne ne [leur a] dit que vous n'avez pas le droit de proclamer les résultats à tel ou tel endroit."*

Mais, pourquoi n'est-il pas allé proclamer ses résultats au Caire, au Burkina Faso, au Sénégal, en Chine, en Russie, en France, à l'Onu, au Pentagone? A qui veut-il faire croire qu'un président de la CEI, au second tour d'une élection cruciale, capitale, pour ne pas dire

vitale

pour la Côte d'Ivoire, ignore le QG d'un candidat dont les locaux sont situés dans la même ville et à quelques mètres de ses bureaux? C'est comme si le président de Elecarn au Cameroun venait dire un jour sur les ondes de Rfi qu'il ignore le siège du Rdpc. Le mensonge a les jambes courtes. Il n'y a pas de crime parfait.

La vérité voyage sans passeport.

Que conclure?

L'attitude de Bakayoko au cours de cette interview - aux questions orientées pour les besoins de la cause - est révélatrice de sa connivence avec l'Onuci, l'Ambassade de France, le camp de Ouattara. Une lecture psychologique de ses réponses montre qu'il se sent responsable et coupable de la situation qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire. Si le camp Ouattara et l'Onuci sont sûrs d'eux, pourquoi, n'admettent-ils pas le recomptage des votes pour alléger les souffrances des ivoiriennes et Ivoiriens et épargner les vies humaines? Il y a anguille sous roche.

Enfin l'argument sur la reprise de l'élection dans les zones où elle a été invalidée est souvent avancé pour contester la validité de la décision du Conseil constitutionnel. Soyons un peu sérieux et reconnaissons que Youssouf Bakayoko, en allant proclamé ses résultats conformes à ceux de ses complices dans le QG de Ouattara a déplacé le conflit, si nous pouvons ainsi nous exprimer, sur le terrain politique. Et comme nous le savons, le Conseil constitutionnel dans tous les pays du monde n'est pas une juridiction de jugement comme la Cour suprême, mais une juridiction politique. Il faut être de mauvaise foi pour comprendre ou interpréter la décision qu'elle a rendue en Côte d'Ivoire en évacuant l'aspect politique. Nous ne sommes pas des juristes. Nous pouvons nous tromper.

Nous comprenons certaines prises de position. Certains chefs d'Etats africains, ces potiches opportunistes veulent caresser certaines puissances dans le sens du poil afin qu'elles les aident à rester au pouvoir *ad vitam aeternam*. Ce sont, entre autres, les cas du **commanditaire de l'assassinat de Thomas Sankara, Blaise Compaoré**, du président sénégalais, Abdoulaye Wade, qui veut instaurer un pouvoir monarchique au Sénégal et préparer l'accession de son fils au pouvoir, du comique Goodluck Jonathan, défenseur attitré des intérêts américains et français au Nigeria, qui se vantait de recevoir, au moins 10 fois par jour, les appels de Sarkozy et qui rêve d'être élu président du Nigérian avec le soutien de ces deux puissances. D'autres opportunistes comme Raila Odinga ne veulent pas se mettre à dos les puissances occidentales qui pourraient l'empêcher d'accéder à la magistrature suprême de son pays. Certaines organisations non gouvernementales taupes, véritables cinquième colonne, ne voudraient certainement pas compromettre leurs bonnes relations, parfois amicales, avec des bailleurs de fonds au risque de ne plus bénéficier des financements. En tout cas, l'amitié est par définition préférence et partialité en dépit des raisons, au-delà des raisons. Les erreurs et l'amateurisme diplomatique de Choi et de Sarkozy ont rendu Laurent Gbagbo sympathique.

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

Il est clair que dans la situation actuelle, personne ne veut perdre la face, surtout pas l'Onu, la France et la "*Communauté internationale*" qui sont allés trop loin en faisant dans un amateurisme diplomatique affligeant. Cela se comprend: pour étaler aux yeux du monde l'absence de tact diplomatique, pour des professionnels en la matière, il faut bien qu'ils aient donné un congé à leur raison, en se laissant submerger par leurs passions et fantasmes.

Visiblement, ceux qui soutiennent Ouattara affrontent leur raison. L'acte de Choi, qui a choisi de valider les résultats d'une marionnette et non le processus, conformément aux différents accords, trahi son parti pris manifeste. Cet acte peut être considéré soit comme un lapsus, c'est-à-dire un inconscient révélateur de ses convictions et désirs cachées; soit comme un acte volontaire, car conscient de l'ampleur de la fraude, anticipant ainsi sur la décision du Conseil constitutionnel qui ne pouvait, au regard de la fraude massive constatée dans la zone contrôlée par les rebelles que l'Onu a sciemment refuser de désarmer, être que celle que nous connaissons aujourd'hui.

Jean-Bosco Talla

PS: 1- Sur le site de Rfi, les parties les plus compromettantes de l'interview sus-citée ont été supprimées.

2- Les autorités ivoiriennes doivent suivre l'arrivée au Nigeria d'Africom, cet outil spécifique créé 2007 et opérationnel depuis le 1er octobre 2008. Africom a été créé compte tenu de l'importance prise par l'Afrique. Sa mission est non seulement de sécuriser les approvisionnements pétroliers dans le Golfe de Guinée, de l'Angola jusqu'en Côte d'Ivoire, en passant par le Congo, le Gabon, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Nigeria et Sao Tome et Principe, mais, aussi de surveiller la montée en puissance de la Chine. Il est de notoriété publique qu'Africom travaille en étroite collaboration avec les services secrets américain. Les autorités ivoiriennes doivent toujours avoir à l'esprit le rôle joué par les services secrets américains dans le génocide au Rwanda. L'arrivée de Africom au Nigeria peut être une manière de préparer un coup contre les autorités de Cote d'Ivoire, en utilisant certains pays voisins comme bases arrières des rebelles de Ouattara. Sinon pourquoi, Africom choisit-il ce moment pour arriver au Nigeria? Pourquoi le chef des rebelles, Alassane Ouattara a-t-il demandé aux exportateurs du café et du cacao de cesser d'exporter leurs produits jusqu'au 23 février 2011? Cela peut bien vouloir dire qu'ils sont déterminés à tuer Laurent Gbagbo au plus tard le 23 février.

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

3- Les prises de position de Sarkozy et médias français en faveur de Alassane accroissent le sentiment anti-français, chez le Patriotes africains.

Bonjour à tous !

Ci-dessous l'intégralité de l'interview que Youssouf Bakayoko , président de la CEI, a accordée à Rfi le 1er janvier 2011. Seule la partie (longueur 1 minute 09 secondes) que j'ai mise en couleur peut être écoutée sur le Site de Rfi. J'ai mis les crochets, quand je n'écoutais pas bien un mot ou groupe de mots. Chacun peut se faire une idée après la lecture de cette interview avoir d'une longueur de 06 minutes 02.

Ghislaine Dupont : Youssouf Bakayoko, Bonjour !

Youssouf Bakayoko : Bonjour Madame.

Ghislaine Dupont : Est-ce que vous pouvez nous raconter très précisément ce qui s'est passé pendant les journées du 29, du 30 novembre et du 1er décembre au sein de la CEI à Abidjan ?

Youssouf Bakayoko : Nous avons à partir du 29 commencé par recevoir de l'intérieur du pays, des bureaux de vote, les différents PV, une part partie en direction du conseil constitutionnel, l'autre en direction du représentant du Secrétaire général des Nations unies, et troisième enveloppe adressée au représentant du facilitateur. La commission centrale donc s'est réunie pour examiner ces différents PV et les valider. Nous examinons si les chiffres qui ont été communiqués ont été véritablement bien calculés, s'il n'y a pas de différences.

Ghislaine Dupont : *Qu'est ce qui s'est passé justement au niveau des représentants du président sortant Laurent Gbagbo ? Est-ce qu'il y a eu de l'obstruction pendant ces deux journées ?*

Youssouf Bakayoko : Il se trouve que dans certaines régions, notamment des régions dont l'invalidation a été demandée par le candidat Gbagbo Laurent, certains membres de la Commission ont demandé qu'il y ait un débat sur cette question. En ce moment-là la commission a décidé que cela ne relevait pas de sa compétence.

Ghislaine Dupont : *Est-ce qu'en ce moment-là il y a eu une menace de la part de ceux qui représentaient le candidat Gbagbo ?*

Youssouf Bakayoko : Oui, certains ont exprimé le **souhait** que cette question-là soit examinée. Les membres de la Commission ont dit que nous pouvons prendre note de cette demande, mais que nous devons la transmettre à l'autorité qui a mandat pour l'examiner. Bien entendu ceux qui ont demandé ont continué de demander.

Ghislaine Dupont : *Alors vous êtes mis sous pression. comment vous gérez les heures qui viennent après que le porte-parole soit effectivement empêché de donner les résultats ?*

Youssouf Bakayoko : Nous revenons dans la salle. Nous demandons aux uns et aux autres de savoir gardé raison. Et nous poursuivons l'examen des différents résultats. Tout le monde a siégé jusqu'à la fin.

Ghislaine Dupont : *Donc ça c'est le mercredi soir ?*

Youssouf Bakayoko: [Nous sommes] le mercredi soir.

Ghislaine Dupont : *Est-ce que les membres de la CEI se sentent en insécurité en ce moment-là ?*

Youssouf Bakayoko: Oui ! Mais vous savez qu'à un moment **donné notre institution**, notre maison

a

été envahie par les personnes en tenues.

Je ne sais de quel camp ils appartenaient. Et je ne sais pas qui leur avait demandé de venir. Je ne sais pas d'où ils venaient

Et évidemment cela a créé une grande panique compte tenu de ce que nous avons vu la veille avec notre porte-parole et compte tenu de ce que tous les journalistes avaient été mis dehors sans que [je ne sois] consulté.

Ghislaine Dupont : *Qui les a mis dehors ?*

Youssouf Bakayoko : **Ceux qui sont venus.**

Ghislaine Dupont: *Les Forces de sécurité ?*

Youssouf Bakayoko : **Les forces de sécurité sont venus, ils ont mis dehors, nous a-t-on dit. A partir de ce moment-là, il n'y a pas de sécurité pour les journalistes et encore moins pour les membres de la CEI. Tout le monde a pris peur et les gens se sont dit que la sécurité n'existait plus**

Ghislaine Dupont : Donc vous vous apprêtiez à proclamer les résultats. Est-ce que vous avez des menaces pour ne pas proclamer les résultats

Youssouf Bakayoko : je savais que je devais proclamer les résultats le lendemain. Bien entendu, je voulais bien venir à la CEI pour procéder à cette proclamation. Mais quand j'ai vu qu'autour de la CEI, il y avait encore ces gardes, ce corps habillé dont je viens de parler, je me suis dit que la sécurité n'était pas encore tout à fait au point et qu'il ne fallait pas prendre le risque de venir là. Donc qu'est ce que je fais, j'ai demandé quel est l'endroit le plus sécurisé, on m'a dit dans le Golf (là où il y a des) forces impartiales

Ghislaine Dupont : Mais pourquoi pas l'Onuci ?

Youssouf Bakayoko : Non parce que l'Onuci n'est pas un territoire ivoirien. L'Onuci est presque un territoire que l'on peut considérer comme un territoire extraterritorial.

Ghislaine Dupont : Pourquoi choisir l'endroit où se trouve le quartier général d'un des candidats, Alassane Ouattara ?

Youssouf Bakayoko : Écoutez, moi je ne suis pas la suite. Moi, je ne savais pas qu'il habitait là.

Ghislaine Dupont : Mais, tout le monde le savait quand même, mais pourquoi vous ne le savez pas ?

Youssouf Bakayoko : Mais parce que je n'ai pas à savoir ce que tout le monde sait parfois.

Ghislaine Dupont : *Est-ce que ce n'est pas une erreur d'aller proclamer les résultats dans cet endroit justement ? Qui vous a demandé ? Est-ce que Guillaume Soro vous a demandé d'aller les proclamer à l'hôtel du Golf ?*

Youssouf Bakayoko : Guillaume Soro n'a pas à me demander. Nous sommes une Commission électorale indépendante. Ce n'est pas du tout une erreur.

Ghislaine Dupont : *Vous êtes critiqué pour ça aujourd'hui.*

Youssouf Bakayoko : Je suis critiqué. Je ne suis pas allé parler sous l'emprise de M. Ouattara. Et M. Guillaume Soro ne m'a pas demandé de venir. D'abord, comme je l'ai dit, nous sommes une Commission électorale indépendante. Donc, j'ai à proclamer les résultats. Personne ne nous dit que vous n'avez pas le droit de proclamer les résultats à tel ou tel endroit. C'est par commodité. Parce que les conditions de sécurité étaient tout à fait réunies. Il me paraît mieux indiqué d'aller où je suis allé.

Ghislaine Dupont : *Alors, Est le Conseil constitutionnel avait le temps d'examiner le recours ? Est-ce qu'il a eu le temps d'annuler jusqu'au 03 décembre 16 heures les votes des 07 départements, et seulement des 07 ?*

Youssouf Bakayoko : Écoutez, vous dites bien seulement des sept. Moi, je ne sais pas comment l'on travaille au Conseil constitutionnel. Ce que je sais c'est qu'il a sept jours pour examiner les cas de réclamation. Qu'il ait rendu sa décision en deux jours, je crois qu'ils ont de moyens de travail que j'ignore.

Ghislaine Dupont : *Est-ce que vous êtes menacé au jour d'aujourd'hui ?*

Sur Rfi, Youssouf Bakayoko a donné la corde pour pendre Ouattara

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mardi, 25 Janvier 2011 12:45 - Mis à jour Dimanche, 30 Janvier 2011 14:53

Youssouf Bakayoko : Écoutez, je ne veux pas aborder ce sujet. J'arrive d'Abidjan et je retourne à Abidjan.

Source: Rfi, 1er/01/2011